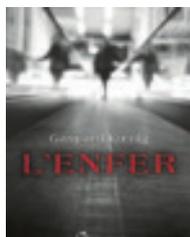


Lectures

■ L'enfer de Gaspard Koenig : dantesque.



Philosophe engagé, Gaspard Koenig est aussi romancier. *L'Enfer*, qu'il a publié au mois de janvier 2021, laisse même à penser qu'il gagnerait à porter plus souvent cette deuxième casquette.

À plusieurs reprises, Gaspard Koenig a déclaré être « communiste ». Dans *Les Échos* (12.06.2019) et *Le Point* (8.07.2020), deux organes de presse plutôt libéraux dans lesquels il a, si l'on peut dire, son rond de serviette. Provocation? Boutade? Si l'on se focalise sur le fait qu'il préside par ailleurs Génération libre, un « laboratoire d'idées » fondé en 2013, d'obédience clairement libérale, l'hypothèse la plus probable est qu'il a effectivement plaisanté. Mais si l'on fait l'effort de s'intéresser à ce qu'il écrit, dit et enseigne Gaspard Koenig, rien n'est moins sûr. Et pour peu que l'on daigne se plonger dans *L'Enfer*, le roman qu'il a publié en tout début d'année, ce serait peut-être commettre une effroyable erreur judiciaire que de taxer Gaspard Koenig de libéral, sans autre forme de procès.

S'il en est un, Gaspard Koenig est *a minima* un libéral qui n'a pas oublié de se servir de ce que contient sa boîte crânienne. Sous sa plume en effet, vous chercherez en vain l'indigence intellectuelle chronique et typique des énergumènes formant la mal-faisante mafia des économistes orthodoxes. À vrai dire, Koenig n'est pas tendre avec ces libéraux-là, que l'on a pour habitude de rattacher à l'École de Chicago. Il est même féroce. Autrement plus ravageur qu'un communiste, même rompu à l'art du matérialisme dialectique, c'est-à-dire authentiquement marxiste. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer le portrait désopilant qu'il dresse, dans *L'Enfer*, du monétariste Milton Friedman. Celui-ci n'a rien à envier à ceux qu'esquissent « Frédéric Dard, dit San-Antonio » dans *Con Magazine*, publication que vous pouvez retrouver dans une aventure en deux tomes de son célèbre commissaire, intitulée *Les Con* (1973).

D'une manière plus générale, Gaspard Koenig n'est pas tendre avec le monde qu'appellent de leurs vœux ces libéraux traditionnellement connus sous le nom d'« utilitaristes ». Dans le droit fil de ces écrivains qui ont naguère étrillé la société de leur temps en faisant mine d'envoyer leurs personnages étudier les mœurs de communautés situées sous d'autres latitudes (Thomas More, La Meilleure Forme de communauté politique et la nouvelle Île d'Utopie, dit *L'Utopie*, 1516), Gaspard Koenig lamaine avec entrain la sienne, qui est aussi la nôtre. Mais contrairement à

ses illustres prédécesseurs – et pour cause, « *le temps du monde fini* » prédit par Paul Valéry est depuis advenu –, il n'imagine pas une excursion dans quelque lointaine contrée. Il propulse son personnage principal – un obscur et déprimant professeur d'économie disciple de John Nash, Gary Becker et consorts –, en un lieu où il ne fait en théorie pas bon se retrouver. Du moins si l'on croit ce qu'en disent les grandes religions monothéistes – comme certains polythéismes de l'Antiquité d'ailleurs. Ce lieu, c'est l'enfer. D'un certain point de vue, il est aussi terrifiant, peut-être plus, que celui décrit par Dante Alighieri dans sa *Divine Comédie*, composée entre 1357 et 1362. Peut-être parce que plus on suit le personnage dans ses mésaventures, à la fois drôles et effroyables, plus on se dit que ce dernier a de très (trop) nombreux points communs avec notre grand ordinaire: notre monde de tous les jours. Peut-être parce qu'on réalise, et c'est brutal, que l'enfer, c'est moins « les autres » (Jean-Paul Sartre, *Huis Clos*, 1943), que soi-même, mais aussi... le mouvement perpétuel, chaque jour ou presque encensé *ad nauseam*, auquel d'aucuns voudraient nous condamner ici-bas.

Dans tous les cas, il faut certainement lire *L'Enfer*, sorte de conte philosophique, ce genre dans lequel ont excellé Voltaire et Diderot au Siècle des Lumières, et que Gaspard Koenig revisite et renouvelle. En bon dialecticien. ■

SAMUEL BON.

► Gaspard Koenig, *L'Enfer*, Éditions de L'Observatoire, avril 2021.

■ Ici Saint-Pierre-et-Miquelon.



Une colonie sans indigènes, fréquentée par les Eskimos ou les Amérindiens archaïques avant que les Basques, Bretons et Normands y débarquent... Trois îles dont la plus petite, Saint-Pierre, est la plus peuplée (# 6000 aujourd'hui). Le blizzard et la neige y rendent le climat difficile, mais un filon marin, au débouché du golfe du Saint-Laurent, y a fait abonder la morue, pêche en déperdition aujourd'hui.

Quant à son histoire – anglaise jusqu'au XIX^e siècle où Louis XVIII put la rattacher à la France – Jean Lebrun la fait commencer, quant à lui, à Noël 1941, lorsque le général de Gaulle décide de l'inclure dans la liste des territoires d'Outre-mer à rattacher à la France libre et y envoie pour cela la figure haute en couleur de l'amiral Muselier, secondée du jeune Alain Savary, qui assumera pour un temps la charge d'Administrateur. Et, de fait, l'aventure vaut d'être narrée, sous la plume inimitable du

monde extérieur et les forces de la mondialisation. Les prévisions déduites par Bainville ne se sont réalisées que parce que la politique étrangère de la France fut incapable d'arrêter ou d'infléchir les tendances de fond.

Pourquoi? Parce que ses principes étaient erronés et qu'elle était incapable d'agir contre ses principes. Bainville croyait encore en 1920 pouvoir influencer la politique de la Troisième République par cet ouvrage éponyme que fut *Les Conséquences politiques de la paix*, mais aussi en ayant accès aux centres de décision diplomatique, soit au Palais-Bourbon, soit au Quai d'Orsay, au service d'une République qui serait devenue monarchique, comme cela arrivera en 1958, condition nécessaire (quoique non suffisante) d'une action extérieure. Proche de Deschanel, de Millerand, de Poincaré (auquel il succéda en 1935 à l'Académie française), voire parfois de Briand et de Berthelot, correspondant de nombreux ambassadeurs de France, il confiera avec regret à la fin de sa vie: « *J'étais fait pour m'asseoir au fauteuil de Vergennes* ».

L'Action française n'a pas ramené le roi. Au-delà des institutions, il aura manqué à la Troisième République une droite de gouvernement. Henri-Irénée Marrou l'écrira dans sa nécrologie de Bainville à *Esprit* en février 1936: « *Si son intelligence avait été de l'ordre de l'action, il eût crié à Maurras casse-cou* ».

Républicaine dans un siècle de rois, démocratique dans un monde autocratique, laïque dans un univers religieux, agnostique dans une ère idéologique, « provincialisée » sur une planète décolonisée, la France passe aujourd'hui pour méritocratique dans un âge médiatique. Imagine-t-on Bainville sur le plateau de CNews ou twittant? Bainville n'est pas le Zemmour du premier tiers du XX^e siècle. Lassé de se répéter sans être entendu, fatigué de prêcher des convaincus et de crier dans le désert, le succès de ses ouvrages historiques et l'élection à l'Académie française mettront du baume sur ses plaies mais ne le guériront pas de sa grande frustration de ne pas avoir pu changer le cours sinon de l'histoire, du moins du destin de la France dans le monde. ■

DOMINIQUE DECHERF.

► Christophe Dickès, *Jacques Bainville. Les lois de la politique étrangère*, éditions de l'Artilleur, Bernard Giovanangeli, nouvelle édition mars 2021.

(1). Dominique Decherf, *Bainville. L'intelligence de l'Histoire*. Biographie, Bartilat, 2000.

conteur-né qu'est notre homme de radio, avec ses curiosités profondes et universelles.

On n'imagine pas, avant de l'avoir lu, combien ces petites îles furent, comme autant de points d'acupuncture, sensibles aux convulsions de l'histoire. D'apparence si négligeable, elles firent faire des cauchemars aux puissances anglo-saxonnes qui observaient avec méfiance les entreprises de l'aventurier militaire en rupture de ban qu'était à leurs yeux Charles de Gaulle. Au point d'être soudain au cœur des pourparlers que Churchill mena avec Roosevelt et au terme desquels, par lassitude, David eut raison de Goliath et la fidélité du petit archipel transita de Vichy à la horde du « Condottiere ».

« C'est, au flanc de l'Amérique, un échantillon de la France libre mais aussi une récapitulation de la France, avec ses conflits familiaux, sociaux, religieux », écrit l'auteur, avant d'en dérouler la chronique. On peut donc, grâce à lui, suivre épisode par épisode les démêlés entre les acteurs de cette affaire symbolique. Tout semble s'y jouer en réduction : la taille de la « flotte française » intervenante, celles des troupes recrutées, l'ampleur des territoires, celle des communautés qui s'opposent ou se joignent, tout un microcosme dont les éléments populaires, qu'ils soient politiques ou religieux, recourent fidèlement les déchirements du moment et de la métropole.

La chose se lit comme un roman, avec des aperçus saisissants sur les comportements des personnages : les découragements et les foucades du Général, les impatiences bougonnes de Churchill, les énervements de Roosevelt, et, parmi les acteurs, la personnalité incommode de l'amiral Muselier qui y jouera son destin dans la Résistance, mais aussi la loyauté du jeune Alain Savary, succédant aux manettes de ce drôle de territoire à une personnalité non moins marquante, celle de Gilbert de Bourmat, nommé là par le Front populaire en « chevalier des causes perdues » écrit Jean Lebrun, développeur passionné de son petit archipel, et qui demeurera contre vents et marées un « vichyard ».

Muselier, qu'Hettier de Boislambert décrit comme « un monsieur fort sale qui se prétend amiral... l'air d'un coursier tombé dans un poussier de charbon... » et que Larminat voit comme « un Levantin, la hanche et l'œil lourds qu'on verrait très bien faire un peu de danse du ventre sur la table en fin de bordée. », vaut à lui seul la lecture de ce récit où tempéraments et circonstances foisonnent. Enfin, la galerie se complète par la description de l'ecclésiastique qui fut, par vocation paradoxale, l'homme-clé de la situation : Mgr Poisson, le bien nommé préfet apostolique spiritain, moins et plus qu'un évêque en raison de sa position géographique qui lui laissait assez d'autonomie pour ne mettre en avant que les options de son ordre, c'est-à-dire ici de l'ordre du Maréchal. Bras de fer dans

lequel il usera tous les pouvoirs civils, militaires et même la patience du père de Bélinay, jésuite à qui il aurait volontiers interdit... la messe.

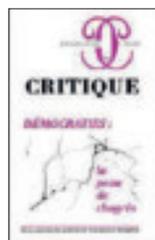
Bref, autant de détails qui éclairent finement la géopolitique, et un éclairage de plus sur l'in vraisemblable aventure qui mena à notre Libération. ■

LUC DE GOUSTINE.

► Jean Lebrun, *Ici Saint-Pierre-et-Miquelon, Bleu autour*, mai 2021.

Dans les revues

■ Démocraties : la peau de chagrin.



Faut-il s'inquiéter pour l'avenir de la démocratie, comprise non comme un simple type de régime politique, mais comme un cadre à la garantie concrète de nos libertés, l'État de droit ? La question est régulièrement posée par les revues. Après les *Cahiers philosophiques* (« Embarras de la démocratie »), *Cités* (« Désordres dans la démocratie ») et *Esprit* (« Le mythe de l'impuissance démocratique »), c'est au tour de la revue *Critique*, fondée en 1946 par Georges Bataille, d'examiner les « nouveaux autoritarismes », sous lesquels vivrait 40 % de la population mondiale.

En se gardant d'entrer dans les controverses sémantiques – autoritarisme, illibéralisme, démocratie autoritaire, etc. – les articles réunis, s'attachent, en prenant appui sur des ouvrages récents, à comparer ces régimes et à en fouiller le « terreau conceptuel, culturel ou religieux », afin de dégager les « zones tampons, zones de frictions dans lesquelles interagissent les ferments de la décomposition démocratique et ceux de la virulence autoritaire ».

On est en présence de régimes hybrides à la fois autoritaires et électoraux, dans lesquels les institutions démocratiques finissent par être subverties « légalement et subrepticement » par un politicien élu régulièrement. Les principales étapes de la « dictature par les urnes » sont généralement les mêmes. Un démagogue hostile à la classe politique se fait élire à la fonction exécutive. Il respecte un certain formalisme démocratique. Mais il s'en prend aux « arbitres de la vie publique », nomme des fonctionnaires, policiers et magistrats acquis à sa cause, avant de réformer les juridictions constitutionnelles. Puis il marginalise ou réprime les opposants, s'attaque directement aux juges et parlementaires. Profitant généralement d'une situation de crise, il transforme les règles du jeu électoral, limite les libertés publiques et étend le pouvoir de l'exécutif.

Ce démantèlement progressif des démocraties peut parfaitement se faire « au nom de la défense des valeurs démocratiques elles-mêmes : contre des élites détentrices d'un pouvoir jugé illégitime et accusées, suivant les circonstances, de corruption, de censure, de trahison », ce qu'illustrent les exemples de l'Iran, de la Russie ou de la Turquie. Sans rejeter le principe électoral et certains attributs de la démocratie – parlement, cour constitutionnelle, partis politiques – ces « pouvoirs gothiques » se pensent « comme une réponse nationale et radicale à la démocratie libérale, coupable d'avoir détruit la nation comme entité organique ». Ils conçoivent le « peuple-nation » comme « une entité homogène, organique et métahistorique », ne distinguant pas la nation et le peuple réel. Cette esquisse d'une « phénoménologie politique de la régression politique » ne permet pas de rendre compte du cas de la Chine dont le système actuel semble pouvoir être qualifié de « néo marxisme technologique », ni des expériences populistes en Europe ou aux États-Unis. Car, malgré l'accès au pouvoir de droites radicales souverainistes, « l'institutionnalité démocratique continue de fonctionner dans les démocraties anciennes et garde, pour le moment du moins, une réelle autonomie par rapport au champ partisan ». Analyser les phénomènes Trump ou Bolsonaro, non comme populistes mais comme une « révolution furtive du libéralisme », accuser le macronisme de dérive autoritaire, n'est pas plus pertinent. Sans doute, le capitalisme s'accommode-t-il fort bien de régimes autoritaires. Mais, « Les critiques radicales du libéralisme qui, aujourd'hui à gauche, semblent ne rien vouloir préserver de son héritage reconduisent l'aveuglement de ceux qui, dans la gauche d'hier, épargnaient leurs critiques aux formes autoritaires ou totalitaires dès lors qu'elles étaient estampillées de gauche ».

L'imperfection est constitutive des démocraties libérales, lesquelles, écrivait Raymond Aron ne sont « jamais conformes à leur idéal ». Les préserver est un exercice difficile qui nécessite un garde-fou fondamental : « l'autolimitation des gouvernants », surtout dans les régimes présidentiels « où le gouvernement par décrets demeure une tentation permanente ». Cette exigence suppose aussi, peut-être même avant tout, de se méfier de « ceux qui, blindés d'idéologie ferment leurs yeux ou leurs propres rideaux, pour ne pas se rendre compte de leur inhumanité ». Cette inhumanité caractérisait l'*Homo soviétique*, décrit par la romancière biélorusse Svetlana Alexievitch, qui rappelle que « L'État leur tenait lieu de tout ». Pour sauver les démocraties, conclut un des contributeurs « Il faudra plus de démocratie réelle ». Une affirmation qui pose bien des questions. ■

LAURENT LAGADEC.

► *Critique* n° 889-890 - juin-juillet 2021. (<https://www.cairn.info/revue-critique.htm>)